

Pages de gauche

Mensuel d'opinions socialistes

ÉDITORIAL

Vocabulaire politique 2004

Les pages de début d'année de nos concurrents foisonnent de prévisions multiples. *Pages de gauche* se limite à quelques éphémères lignes éditoriales portant sur cinq notions qui caractériseront l'action et la pensée de la gauche en 2004 et bien au-delà.

«*Bloc bourgeois*». Ensemble des forces politiques néo-conservatrices de Suisse. Entretient des rapports symbiotiques avec les milieux économiques et financiers helvétiques. Adversaires: partis de gauche dont notamment le parti socialiste (PS), syndicats, mouvements sociaux.

«*Front des gauches*». Ensemble des forces politiques progressistes suisses. Composé par des formations politiques telles que le PS, les Verts, le POP, SolidaritéS etc. en collaboration avec les syndicats, milieux associatifs et les mouvements sociaux. Appelé à s'opposer avec détermination au «*bloc bourgeois*» pour faire avancer la cause de la majorité populaire.

Politique de concordance. Pratique politique appartenant au passé suite à l'annulation par le «*bloc bourgeois*» de la «*paix sociale*» qu'il a lui-même prêché pendant longtemps avec habileté (exemples parmi d'autres: attaques contre l'AVS, le deuxième pilier, le service public).

Politique d'opposition. Pratique politique consistant en une mobilisation permanente dans et en dehors des institutions en vue d'obtenir des avancées en matière de démocratisation sociale et économique de la Suisse. Adversaires: le «*bloc bourgeois*» et le «*compromis mou*».

Hallali! Appel à l'attaque utilisé traditionnellement par les chasseurs. En politique suisse: mot d'ordre du «*front des gauches*» en vue du démantèlement des citadelles bourgeoises.

Bonne année. Réd.

ILLUSTRATION: CHRISTIAN VULLIQUOUD, D'APRÈS LES ANNONCES D'ÉCONOMIESUISSE



DOSSIER

Croissance et partage des richesses

Cela s'apparente à une véritable litanie: pour les milieux économiques, les partis bourgeois et l'écrasante majorité des médias suisses, la stagnation économique de ces dernières années s'expliquerait par un manque de libéralisme et surtout par un poids croissant de la fiscalité et des dépenses publiques, donc de l'Etat. Il faudrait, disent les chantres de l'orthodoxie néo-libérale, baisser les impôts, réduire les dépenses publiques et démanteler les services publics pour relancer la croissance.

Cette perspective de redistribution des richesses du bas vers le haut en passant par une privatisation d'entreprises appartenant à la Confédération est non seulement une attaque frontale contre les intérêts de la majorité de la population, il s'agit également d'une aberration économique.

Comme le démontrent les articles réunis dans le dossier de ce mois, ce sont les contre-réformes fiscales, la baisse du pouvoir d'achat des couches salariées les moins bien loties, la financiarisation accrue de l'économie tout comme le manque d'investissements privés et publics qui sont les principaux responsables des faiblesses actuelles de l'économie helvétique.

Partant de ce constat et pour inverser la tendance afin de retrouver la croissance, la gauche doit s'engager avec détermination pour une politique des caisses pleines, le renforcement des revenus disponibles des salariés-e-s ainsi que des réformes structurelles visant une meilleure répartition des richesses et une démocratisation sociale et économique en Suisse.

> Suite du dossier en pages 5 à 12

Le contre-projet «Avanti» fait fausse route

Après le vote de l'Initiative des Alpes en 1994, on aurait pu croire que les bourgeois avaient finalement accepté la volonté populaire, la complémentarité des moyens de transports, voire même une petite modération du «tout à la voiture»... On en entendait même quelques-uns se réjouir que la Suisse montre à l'Europe la voie du transfert de la route au rail. Mais, non, milieux économiques, importateurs d'automobile, Touring-Club Suisse et autres fans du pot d'échappement reviennent en force en soutenant à coup de millions le contre-projet du Conseil fédéral à l'Initiative Avanti. Ce dernier veut lever l'interdiction de construire de nouvelles voies de transit au Gothard et augmenter la capacité de quelques centaines de kilomètres d'autoroutes... On comprend mal comment la Confédération pourra diminuer ses émissions de CO² après un pareil plaidoyer autoroutier. Au contre-sens écologique s'ajoute une absurdité économique. Les transversales alpines en construction risquent fortement d'être concurrencées par de nouvelles artères autoroutières ou des élargissements diminuant d'autant leur rentabilité. Pire, avec un coût dépassant allégrement les 30 milliards de francs, le contre-projet est une subvention à la pollution qui pèsera lourd dans le budget de la Confédération.

Et les agglomérations, dans tout cela? Engorgées par simple report de l'augmentation de trafic aux portes des villes,

elles devraient se contenter tout au plus du dixième du budget «Avanti» que les A1-2 n'auraient pas encore englouti... Des peanants qui se partageront entre une aide au bétonnage de nouvelles artères et un développement des transports publics soumis à des conditions sévères.

Et pourtant, les propositions progressistes ne manquent pas. Le groupe socialiste de l'Assemblée fédérale vient de déposer une initiative parlementaire appelant à créer un fonds pour financer les transports d'agglomérations. En plus, il conviendrait de faire participer les entreprises aux coûts du trafic pendulaire en constante augmentation et envisager un aménagement du territoire limitant les déplacements superflus. Dans les villes, des mesures simples permettraient de faciliter les déplacements tels que rétablir les cheminements piétonniers. Afin de concrétiser le transfert modal, l'Association Transport et Environnement (ATE) bataille pour la constitution d'un Réseau Express Régional (RER) dans la région lémanique et dans les environs de Lucerne, histoire de combler le retard pris sur la métropole zurichoise. A nul doute, une telle revendication pourrait encore s'appliquer à bien d'autres régions. Mais avant tout cela, il convient de remettre la politique fédérale des transports sur les rails le 8 février prochain, et de refuser le contre-projet à l'initiative «Avanti».

Arnaud Bouverat

Pages de gauche

Mensuel d'opinions socialistes

Abonnement annuel : Fr. 39.-
Abonnement de soutien : Fr. 100.-

Contact par courrier ou à
info@pagesdegauche.ch
www.pagesdegauche.ch

Rédaction et secrétariat :
Case postale 3567, 1002 Lausanne
info@pagesdegauche.ch

Rédaction :
Cesla Amarelle (CAm), Carole-Anne Kast (CK), Oran McKenzie (OMK), Philippe Mivelaz (PhMi), Philipp Müller (PhMü), Yves Steiner (YS), Christian Vullioud (CV).

Comité :
Arnaud Bouverat, Michel Cambrosio, Nils de Dardel, Dan Gallin, Valérie Garbani, Lyonel Kaufmann, Stéphanie Lammar, Kevin Luximon, André Mach, Pierre-Yves Maillard, Stéphane Montangero, Eric Peytremann, Stéphane Rossini, Gianni Schneider, Alberto Velasco.

Collaboration permanente:
Anouk Henry, Grégoire Junod, Alexandre Mariéthoz, Géraldine Savary, Séverine Tys, Claude Vaucher.

Maquette:
Marc Dubois, MDVR, Lausanne.

Mise en page:
Christian Vullioud, Le Sentier.

Impression:
Imprimerie du Journal de Sainte-Croix.

SOMMAIRE

- 1 Vocabulaire politique 2004
- 2 Le contre-projet «Avanti» fait fausse route
- 3 Après le 10 décembre: construire un contre-pouvoir
- 4 Huit jours de tête haute face au patron, au gouvernement et aux flics
- 5 à 12 Dossier: Croissance et partage des richesses
- 13 International
- 14 Cantons
- 15 Humeur
- 15 Ils l'ont dit...
- 16 La dernière
- 16 Agenda



Après le 10 décembre: construire un contre-pouvoir

L'élection de Christoph Blocher et de Hans-Rudolf Merz est l'expression du durcissement du climat général en Suisse. La poursuite d'une politique d'opposition ferme devient une nécessité pour le Parti socialiste. Se pose également la question de sa participation au Conseil fédéral.

Comme une lettre à la poste. L'élection de Christoph Blocher et de Hans-Rudolf Merz imposée par les tambours de guerre de la droite néo-conservatrice helvétique n'est certes pas une immense surprise. Elle indique néanmoins qu'après la paix sociale, la majorité des adeptes du «bloc bourgeois» ont décidé de mettre fin également à la paix politique. En effet, avec l'ascension au Conseil fédéral du multimilliardaire zurichois et porte-parole d'un parti xénophobe et ultra-libéral, ainsi que d'un ancien «chasseur de têtes» pour le compte de la multinationale suisse *Holcim* (Schmidheiny) dans l'Afrique du Sud de l'apartheid, la concordance a définitivement vécu.

LA POLITIQUE SUISSE APRÈS LA CONCORDANCE

Les projets de loi qui sortiront désormais du Conseil fédéral porteront l'empreinte de ce que la presse suisse-allemande appelle déjà la «Brigade Blocher». Les années à venir promettent donc des reculs inadmissibles en matière de démocratisation de la Suisse: démantèlement des assurances sociales et des services publics, durcissement de la politique d'asile, cadeaux fiscaux et amnistie fiscale aux plus fortunés, une politique d'austérité budgétaire sévère et un isolationnisme vis-à-vis de l'extérieur croissant.

Pour le parti socialiste (PS), il s'agira de combattre par une politique d'opposition ferme toutes les tentatives de la droite de mettre à sac l'Etat social helvétique. Que ce soit dans les gouvernements et parlements fédéraux et cantonaux en rompant la collégialité sur des sujets importants et en refusant notamment les budgets d'austérité. Que ce soit par voie

référendaire ou dans la rue, cette détermination oppositionnelle doit être entière.

DÉFIS À RELEVER

L'année qui s'ouvre est à ce titre d'une importance fondamentale. Parmi la multitude d'objets de votation sur lesquels la population sera appelée à se prononcer, cinq constituent en quelque sorte des tests pour la capacité de résistance de la gauche et du PS. Des votations sur la 11^{ème} révision de l'AVS, le paquet fiscal, la révision du droit du bail, le contre-projet à l'initiative Avanti! ou l'assurance-maternité, le camp de la gauche doit être capable d'en remporter le plus grand nombre.

Les syndicats ont montré ces dernières années qu'une capacité de mobilisation renforcée et une bonne organisation de campagnes référendaires peuvent porter leurs fruits. Quant aux sections cantonales du PSS, elles savent que le militantisme dans la rue est un atout indispensable pour une gauche combative. Le nouveau contexte rend encore plus néces-

saire que le parti puisse s'appuyer sur l'engagement décidé et enthousiaste de chacune et de chacun des militant-e-s.

Dans le même ordre d'idées, il est tout aussi impératif que le PS intensifie sa coopération avec l'ensemble des composantes de la gauche politique, syndicale et «altermondialiste». Il s'agit aujourd'hui de construire un large front des forces du progrès dans la perspective d'opposer de manière durable une réponse crédible et la plus unitaire possible au «bloc bourgeois». En effet, seule une démarche concertée à gauche peut avoir de l'avenir et déboucher à terme sur un véritable contre-pouvoir démocratique et anti-capitaliste aux milieux dominants helvétiques.

SORTIE DU CONSEIL FÉDÉRAL

Après le 10 décembre se pose également la question de l'opportunité de la présence du PS au Conseil fédéral. A ce sujet deux remarques: il convient tout d'abord d'éviter que cet enjeu ne provoque des déchirements

inutiles au sein du principal parti de gauche de ce pays. Comme l'exemple de la Loi sur le marché de l'électricité l'a démontré, la défense par le socialiste Moritz Leuenberger de la libéralisation n'a pas empêché que le parti se retrouve dans le camp des pourfendeurs victorieux de cette loi. La présence au Conseil fédéral n'est donc pas nécessairement un obstacle à une politique d'opposition. A l'extérieur ou à l'intérieur du gouvernement fédéral, il faudra que le Parti socialiste durcisse sa politique d'opposition.

Cependant, en tenant compte de la nouvelle composition du gouvernement et de la très faible marge de manœuvre dont disposent les représentant-e-s du PS, il apparaît aujourd'hui opportun que le parti affiche sa résolution par un acte politique fort en sortant du Conseil fédéral. Il est en effet préférable qu'une instance démocratique telle que le congrès du 6 mars 2004 prenne cette décision, plutôt que d'apparaître plus longtemps encore aux yeux de la population comme étant étroitement lié aux affaires de la droite et sans pouvoir infléchir le cours des choses au Conseil fédéral. Et d'attendre que la droite éjecte elle-même le PS.

La rédaction

PASSATION DE POUVOIR AU DÉPARTEMENT DES FINANCES



Huit jours de tête haute face au patron, au gouvernement et aux flics

Pendant huit jours, une quinzaine de salariés, dont une majorité de femmes, ont fait grève chez Allpack. Retour sur un mouvement qui en dit long sur la réalité archaïque des relations de travail en Helvétie.

Par Bruno Clément,
Journaliste et Secrétaire régional
Comedia.

Allpack est une entreprise liée à un groupe qui emballe tout et n'importe quoi: des antibiotiques de Novartis aux bonbons Ricola. Les ouvriers qualifiés (régleurs) sont des hommes, les OS (ouvriers spécialisés), des femmes. Elles sont mal payées, se font traiter comme de la merde par quelques petits chefs xénos-machos-fachos, et elles encaissent sans rien dire, ou presque, parce qu'elles sont des immigrées. La coupe a débordé quand, à la suite d'une fusion avec une entreprise du même groupe, le patron a décidé, sans aucun respect d'un quelconque délai, de modifier les contrats de travail: suppression du 13^{ème} salaire, annualisation de la durée du travail (passant de 40 à 41 heures), augmentation de la prime pour l'assurance perte de gain, suppression d'une semaine de vacances, abaissement du congé maternité de 13 à 8 semaines!

DEUX TIERS DE GRÉVISTES

Les travailleuses, et quelques «ils», ont fait une pétition pour refuser ces dégradations.

Le patron s'est assis dessus. Avec le soutien du syndicat *comedia*, elles ont demandé une entrevue avec le patron. Niet sonore de sa part. Sa seule réponse: vous signez les nouveaux contrats ou vous êtes virées. Alors, 15 employé-e-s sur 25 se sont mis-es en grève. Certains ont posé la question: pourquoi pas tou-te-s? Ceux qui la posent ont-ils vu beaucoup de grèves? Même pendant la grande grève de l'entreprise métallurgique Matisa (3 semaines en mars 1976), on ne dépassait pas deux tiers de grévistes. Il y a toujours eu des peurs plus fortes chez certains que chez d'autres, il y a toujours eu des gens plus soumis que d'autres, il y a toujours eu des gens qui pensent «que l'on ne peut pas mordre la main qui donne à manger». Pour celles et ceux qui entrent en grève – et en Suisse encore plus qu'ailleurs – il faut du courage: celui de transgresser les interdits sociaux et culturels, celui de rompre le faux consensus, celui de dépasser sa peur. Faire grève est une décision collective, mais le passage à l'acte est une décision intime. Et, ça, il faut le saluer encore et toujours en tant que reconnaissance d'une estime de soi.

GOVERNEMENT ET PATRON, MAIN DANS LA MAIN

Le 1^{er} décembre, une heure et demie après l'échec des pourparlers devant l'office cantonal de conciliation, la police débarque. Aux policiers en uniforme et en civil s'ajoute une trentaine de «grenadiers» en tenue anti-émeute. La police demande la levée des piquets de grève pour faire entrer le patron et des gens engagés par une entreprise de travail temporaire. Les grévistes et le syndicat refusent. Alors, c'est la charge. Brutale. Les membres des piquets sont empoignés, menottés et embarqués. Au total, il y aura 29 arrestations et 3 femmes blessées. L'intervention de la police sur ordre du Conseil d'Etat est gravissime. Le gouvernement et ses forces du «désordre» sont intervenus aux côtés du patron, du plus fort, dans le but de casser la grève. Face à ce scandale, le Conseil d'Etat de Bâle campagne s'est justifié en disant qu'il lui fallait réagir face à un délit de contrainte, soit l'empêchement fait par les piquets de grève aux temporaires d'entrer dans l'entreprise. Mais c'est le propre d'une grève d'attaquer les intérêts économiques du patron par l'arrêt de travail. Le recours aux temporaires – les nouveaux «jaunes» – revient à vider de son sens l'exercice concret du droit de grève. Et que dire du silence du Conseil d'Etat devant l'auteur de la première contrainte, la plus grave, celle commise par un patron qui péjore les contrats de travail avec le couteau du licenciement sur la gorge?

DROIT DE GRÈVE BAFOUÉ

Dans cette affaire, le gouvernement et sa police se sont mis eux-mêmes hors-la-loi. En effet, le droit de grève est un droit fondamental parmi les droits humains; la grève est non

seulement légitime mais légale. Ce droit a été conquis par des milliers de luttes sociales. Il a été reconnu dans un instrument juridique international, le *Pacte international relatif aux droits économiques, sociaux et culturels*, ratifié par la Suisse. Dans ce cas d'espèce, il n'y avait pas de paix de travail applicable dans l'entreprise, puisque le patron ne voulait pas se soumettre à une convention collective et l'office de conciliation avait abouti à une impasse. L'intervention policière sur ordre du gouvernement est donc un abus de pouvoir, d'autant plus grave qu'il est commis par des agents publics assermentés, et constitue une forfaiture de la part des magistrats cantonaux qui ont violé un droit fondamental au nom d'une complicité de classe entre élus bourgeois et patronat.

EPILOGUE

La grève a cependant tenu. Une manifestation a réuni le lendemain de l'intervention policière 500 personnes dans le chef-lieu de Bâle campagne – du rarement vu dans cette contrée réactionnaire. Cette révolte a forcé le Conseil d'Etat à ouvrir des négociations. Celles-ci ont débouché sur l'obligation du patron à négocier, et à conclure une CCT d'ici au 1^{er} février prochain. Le 13^{ème} salaire et le droit aux vacances ont été maintenus. Les grévistes – qui ne se voyaient plus continuer à travailler sous l'autorité de leur patron – ont été libérés de leur obligation de travailler pendant le délai de congé. Mais, le patron n'a pas fini d'entendre parler des grévistes: il devra faire face aux procès intentés pour licenciement abusif. Les grévistes ont gagné autre chose: leur fierté de s'être opposé à l'autoritarisme patronal et d'y avoir reconquis leur dignité.

EN BREF

USS: bilan mitigé

L'accession des ténors de la droite néo-conservatrice ternit le bilan que tire l'Union syndicale suisse (USS) pour l'année passée. Or, 2003 aura également été une année d'importantes mobilisations que ce soit sous forme de manifestations ou de grèves. Comme le constate le président de l'USS, le socialiste Paul Rechsteiner: «Certes, les syndicats doivent encore améliorer sensiblement leur force d'organisation et leur capacité de mobilisation, afin d'être à la hauteur des défis majeurs à relever. Les améliorations réalisées ces dernières années sont cependant des signes encourageants».

DOSSIER : CROISSANCE ET PARTAGE DES RICHESSES

Contrer la pensée unique au pouvoir

La faiblesse de la croissance économique en Suisse est au cœur du débat politique. Pour la droite et les milieux économiques, la reprise doit passer par la baisse des impôts, la diminution des dépenses sociales et le renforcement des politiques de libéralisation. Cette politique ne fera qu'accentuer les inégalités sociales et fait l'impasse sur les vraies raisons de la stagnation économique.

L'ORTHODOXIE NÉO-LIBÉRALE

L'analyse dominante de la stagnation de l'économie suisse, qui va rythmer tous les débats sur les enjeux économiques et sociaux de la prochaine législature, repose très largement sur de nombreux rapports et publications émanant d'*economiesuisse*, d'Avenir suisse, du Secrétariat d'Etat à l'économie ou de différents économistes qu'il serait trop long d'énumérer ici. Ceux-ci ressassent constamment la même rengaine: la progression de la fiscalité, l'explosion des dépenses sociales et le manque de libéralisation du marché intérieur (en particulier dans les domaines des télécommunications, de la poste et de l'électricité) seraient les causes de la faible croissance de l'économie suisse. Ce leitmotiv est largement repris par les médias et relayé par les annonces presse d'*economiesuisse*. Pourtant, ces analyses sont unilatérales, partiales et dictées par les revendications des milieux patronaux. Leur catastrophisme répond avant tout

à une logique de propagande politique et de légitimation des futures réformes antisociales. Il n'est d'ailleurs pas surprenant que tous ces représentants de l'orthodoxie néo-libérale, directement financés par les milieux patronaux ou alignés sur leur position, fussent favorables à l'élection de Christoph Blocher et de Hans-Rudolph Merz. Ces derniers ont clairement annoncé leurs intentions de réduire la fiscalité pour les plus riches, de remettre en cause les assurances sociales et de poursuivre les politiques de libéralisation.

LES CAUSES SONT AILLEURS... ET LES REMÈDES AUSSI

En réalité, si la croissance de l'économie suisse a été

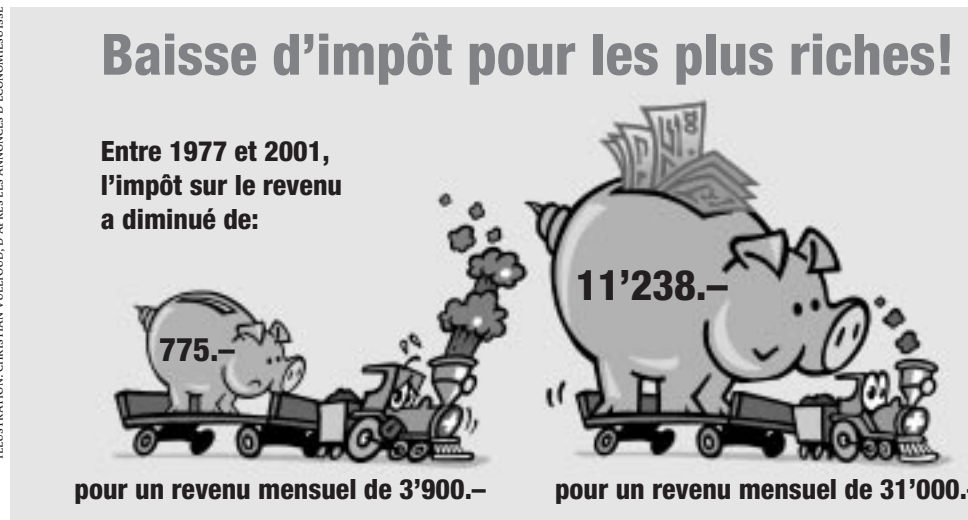
faible au cours de la dernière décennie, cela n'est dû ni à l'augmentation de la charge fiscale - qui est très largement restée stable -, ni à l'augmentation des dépenses sociales, pas plus qu'au manque de libéralisation. Les causes de la léthargie de l'économie suisse sont en fait à rechercher dans la faiblesse structurelle de la demande, thème jamais évoqué par les rapports des représentants des milieux patronaux. Ce sont pourtant bel et bien la stagnation des salaires et la faiblesse des investissements qui ont empêché la reprise économique. D'autre part, avec la progression fulgurante de la bourse au cours de la dernière décennie, il est devenu plus intéressant de placer son argent plutôt que d'investir

dans l'économie réelle. Enfin, la politique restrictive de la Banque nationale jusqu'en 1996 a très largement freiné la reprise économique.

Il est donc central pour la gauche de remettre en cause cette interprétation dominante de la stagnation économique. Par une analyse critique des véritables causes de la faible croissance helvétique. Mais également et surtout en proposant une politique économique alternative basée sur une répartition équitable des richesses, la défense du pouvoir d'achat de la majorité de la population et des réformes structurelles allant dans le sens d'une démocratisation de l'économie.

André Mach

ILLUSTRATION: CHRISTIAN VULLIQUOD, D'APRÈS LES ANNONCES D'ECONOMIESUISSE



Vous avez dit «forte hausse de la pression fiscale»?

A force d'être répétée par les milieux économiques helvétiques, tout le monde y croit: la charge fiscale aurait...

6

L'explosion des dépenses sociales: une illusion d'optique

110 milliards de francs: c'est à peu de choses près le montant que la Suisse a dépensé en prestations sociales en l'an 2000...

7

La bourse contre la croissance

S'il y a un secteur économique qui a crû fortement durant les années 1990, c'est bien la bourse. Entre 1990 et 2000, la valeur globale...

8

La chute du pouvoir d'achat freine la croissance

Il fut un temps où l'augmentation du niveau des salaires était considérée comme un signe de prospérité et la condition...

9

De quelques bétonneurs en idéologie néo-libérale

L'emprise de l'idéologie néo-libérale au sein des élites politiques, administratives, médiatiques et académiques suisses...

10

Une décennie pour les rentiers

Depuis dix ans, les partis bourgeois ont porté une attention toute particulière à soigner leur clientèle. Plutôt que de favoriser la consommation...

11

Démocratiser richesses et économie pour combattre la droite (et relancer la croissance)

On l'aura compris: la «bande des quatre» - le quart de choc...

12

DOSSIER : CROISSANCE ET PARTAGE DES RICHESSES

Vous avez dit «forte hausse de la pression fiscale»?

La crise de la croissance actuelle ne provient pas du poids croissant des impôts, la pression fiscale n'ayant pas augmenté ces dernières années. Par contre, le report des charges fiscales des possédants sur les salariés et sur les plus modestes a entamé sérieusement leur pouvoir d'achat.

A force d'être répétée par les milieux économiques helvétiques, tout le monde y croit, gauche comprise: la charge fiscale aurait brutalement augmenté ces quinze dernières années en Suisse. Petit hic, et loin d'avoir explosé, la charge fiscale globale est aujourd'hui sensiblement identique à celle des années quatre-vingt. Second oubli, fâcheux cette fois-ci: la charge fiscale des plus riches et les impôts sur les bénéfices des entreprises ou les revenus de la fortune ont diminué, alors que le poids des prélèvements sur les couches sociales inférieures augmentait. Conclusion: le discours sur l'accroissement de la pression fiscale tenu par les milieux dominants revêt d'abord une fonction poli-

tique justifiant une politique de démantèlement de la solidarité sociale au profit d'une petite minorité de possédants. Bref éclairage, chiffres à l'appui.

A PROPOS DE LA «PRESSION FISCALE»

Dans son pamphlet «Dix ans après le non à l'EEE» (novembre 2002), C. Blocher relevait qu'en Suisse, «le recul de la croissance est dû à la forte hausse de la charge fiscale» (p.26). L'idée est simple, la recette aussi: pour stimuler la croissance, faites maigrir cet Etat qui parasite l'économie saine. Ennuyeux cependant, les prémisses du raisonnement, sont dénués de fondement. Contrairement à ce que C. Blocher et une majorité des milieux

patronaux laissent supposer, la pression fiscale n'a pas augmenté sensiblement en Suisse au cours des quinze dernières années. Le pourcentage de l'ensemble des impôts (communaux, cantonaux et fédéraux) et des prélèvements obligatoires (AVS, AI, APG, cotisations aux assurances chômage et maladies) rapporté au Produit Intérieur Brut, la fameuse quote-part fiscale, était en 2001 de 34.7% contre 33.1% en 1995, 30.6% en 1990 et 30.2% en 1985 (*Rapport du Conseil fédéral au Postulat Vallender*, 2003, p.30).

La quote-part d'impôt – soit la quote-part fiscale sans prélèvements obligatoires (et donc sans l'assurance maladie, dont les primes sont pour une large part à

l'origine de la hausse de la quote-part fiscale) – est, elle, d'une stabilité encore supérieure: 21% en 1975 contre 22.7% en 2001. Même le Conseil fédéral le reconnaît dans le rapport mentionné ci-dessus: «depuis 1975, la quote-part d'impôt fait preuve d'une remarquable stabilité» (p.28)

MOINS D'IMPÔTS POUR LES RICHES, PLUS DE TAXES POUR LES PAUVRES

Depuis les années quatre-vingt, la répartition de cette charge fiscale «globalement stable» a pourtant été considérablement modifiée en faveur des possédants et au détriment des salariés et des couches les plus pauvres de la société.

Les impôts progressifs sur le revenu ou le capital ont diminué durant les vingt-cinq dernières années, à l'avantage des plus aisés (*voir encadré*). La suppression des droits de timbre de négociation sur les achats et ventes d'actions cotées en bourse a profité d'abord aux milieux les plus aisés. Quant à la suppression des impositions sur les successions dans plusieurs cantons, elle a favorisé surtout les plus riches. Enfin, l'imposition des bénéfices des entreprises qui touche essentiellement les actionnaires de celles-ci a diminué brutalement en Suisse au cours des vingt-cinq dernières années. Le Conseil fédéral reconnaît d'ailleurs pudiquement que «le climat fiscal de notre pays est avantageux pour les personnes morales» (*Postulat Vallender*, p.54). Reste que durant la même période, les impôts indirects et les taxes forfaitaires (donc régressives!) ont augmenté, touchant surtout les salariés et les couches sociales les moins fortunées.

Ces tendances risquent bien de se poursuivre, sinon se renforcer à l'avenir: les deux plans d'assainissement des finances fédérales concoctés par K. Villiger et bientôt défendus par H.-R. Merz prévoient d'ores et déjà une augmentation des cadeaux fiscaux pour les riches, ou une diminution – voire la suppression – de l'imposition des bénéfices des entreprises...

LA BAISSÉ DE L'IMPÔT DIRECT FAVORISE LES HAUTS REVENUS

Entre 1977 et 2001, en imposition moyenne pondérée des chefs-lieux cantonaux (pour une personne mariée sans enfant avec une activité dépendante et compte tenu du renchérissement), l'imposition directe totale du revenu en francs constants a diminué de 3% en moyenne pour les personnes ayant un revenu mensuel de 31'000 francs en 2001, alors que l'impôt sur le revenu n'a diminué que de 1.66% (soit moitié moins!) pour les personnes ayant un revenu mensuel de 3900 frs. par mois. Bref, pour l'année 2001, une économie de 775 francs pour le salarié gagnant 3900 francs par mois, mais de 11'238 francs à celui qui gagnait 31'000 francs par mois!

LA HAUSSE DES TAXES ET DES IMPÔTS INDIRECTS EST ANTISOCIALE

Un couple marié sans enfant disposant d'un seul revenu de 50'000.- en 1977 consacrait 2.2% de celui-ci à l'ICHA, «l'ancêtre» de la TVA, soit le principal impôt suisse sur la consommation et 1.8% de son revenu à l'assurance maladie. A revenu constant, ces proportions se montent pour le même couple en 2000 à 3.8% et 5%. La croissance annuelle moyenne est ici respectivement de 2.5% et de 4.5%!

L'IMPÔT SUR LES BÉNÉFICES DES SOCIÉTÉS A DIMINUÉ D'UN TIERS DEPUIS 1977!

En 1977, une entreprise avec un bénéfice net de 30'000 francs à Zurich s'acquittait d'un impôt direct de 38.1% sur ce bénéfice. En 2000, pour un bénéfice équivalent en pouvoir d'achat, son impôt est tombé à 25.5%! Durant la même période, les bénéfices dégagés par les entreprises et affectés à la rémunération du capital – au désavantage du travail – ont largement augmenté.

Sources: Rapport du Conseil fédéral au Postulat Vallender, Evolution de la charge fiscale en Suisse de 1970 à 2000, pp. 51 et 58. AFC, Charge fiscale en Suisse, Chef-lieux des cantons, diverses années.

Olivier Longchamp

DOSSIER : CROISSANCE ET PARTAGE DES RICHESSES

L'explosion des dépenses sociales: une illusion d'optique

A en croire les milieux économiques, les dépenses sociales helvétiques auraient augmenté beaucoup plus vite en Suisse qu'en Europe au cours de la dernière décennie. La réalité est pourtant toute différente. Explications.

Par Grégoire Junod,
Parti socialiste lausannois.

110 milliards de francs: c'est à peu de choses près le montant que la Suisse a dépensé en prestations sociales en l'an 2000. Un chiffre qui fait frémir les milieux économiques. 110 milliards, c'est 75 fois plus qu'en 1950, période où la Suisse dépensait 1,5 milliard pour ses prestations sociales. Il est vrai qu'à l'époque, la sécurité sociale était toute relative: seules existaient alors l'assurance militaire, l'assurance maladie non obligatoire et la toute jeune AVS. Autant dire pas grand chose. Que l'on soit aujourd'hui couvert contre la maladie, la vieillesse, l'invalidité ou le chômage, les milieux économiques n'en ont cure. Les assurances sociales coûtent de plus en plus cher. Beaucoup trop cher.

Economiesuisse répète d'ailleurs à qui veut l'entendre que la part des dépenses sociales dans le produit intérieur brut n'a cessé de croître, passant de 8% dans les années cinquante, à 20% en 1990, pour atteindre aujourd'hui 28%, soit plus qu'au sein de l'Union européenne (27,5%). Le constat serait donc clair: les dépenses sociales engloutissent une part de plus en plus grande de la richesse nationale. Avec pour conséquence d'augmenter les prélèvements obligatoires, d'accroître les déficits publics et de diminuer la compétitivité de l'économie suisse. Avec un taux de dépenses sociales en constante augmentation, la Suisse serait en train de perdre progressivement son avantage comparatif sur nombre de ses voisins européens. Pire, cette explosion des dépenses sociales serait pour beaucoup dans la léthargie économique de la Suisse au cours des années nonante.

Ce discours patronal, largement repris par les partis bourgeois, sert aujourd'hui à accrédi- ter toute une série de contre-réformes, au premier rang desquelles la diminution des prestations sociales. Un discours dévastateur donc mais truffé de contrevérités.

Les chiffres brandis par *economiesuisse* tiennent en effet pour beaucoup de l'illusion d'optique. Au cours des années nonante, les dépenses sociales helvétiques se sont certes appréciées, mais dans une proportion similaire à la moyenne des pays de l'Union européenne. A un ou deux pourcents près, les chiffres sont même identiques. Par contre, la croissance économique de nos voisins européens, bien que modeste, a été près de deux fois plus soutenue qu'en Suisse. Au final, les dépenses sociales en viennent donc naturellement à peser plus lourdement dans la richesse nationale. Entre 1990 et 2000, la croissance économique helvétique a tout juste atteint 10% en termes réels alors qu'elle a été de plus de 20% en Europe !

Cette différence est à rechercher dans la faiblesse de l'investissement et de la consommation intérieure (voir article page 11) bien plus que dans l'augmentation des dépenses sociales. Il est même heureux que celles-ci aient augmenté: cela a permis de répondre à des nécessités sociales et a soutenu une demande intérieure qui sans cela aurait été encore plus morose. En Europe, ce sont d'ailleurs les pays ayant les plus fortes dépenses sociales (la Suède ou le Danemark) qui se portent le mieux, tant en termes de croissance ou de réduction du chômage que de lutte contre les inégalités.

Source: OFS, Eurostat, OCDE



UNE LECTURE QUI FAIT DU BIEN

MARIS, Bernard, *Antimanuel d'économie*, Ed. Bréal, 2003.

Les manuels d'économie offrent rarement l'occasion d'une lecture très stimulante, l'*Antimanuel*, de Bernard Maris, fait sans conteste exception. L'auteur – le bon Oncle Bernard de *Charlie-Hebdo* – signe en effet un ouvrage passionnant qui se lit presque comme un roman.

Le livre s'ouvre sur une critique acerbe de la science économique: la prétention à s'affirmer comme une science dure, capable d'expliquer le monde à travers équations et modèles mathématiques, est épinglée avec pertinence. Toutefois, cet *Antimanuel* ne se contente pas d'être une critique de la rhétorique des économistes. A travers l'histoire de la pensée économique, l'auteur aborde toutes les questions centrales de la science économique: le marché et la concurrence, le rôle de la monnaie, les facteurs de la croissance, le sens de la valeur, la mondialisation, etc. Toutes ces questions complexes sont abordées avec un talent pédagogique qui, pour une fois, n'en réserve pas la lecture aux seuls initiés.

Cet *Antimanuel* aborde aussi les alternatives au libéralisme. A travers une réflexion intéressante sur le sens de la richesse, l'auteur prône la création d'un revenu universel et étudie quelques pistes permettant de soustraire l'activité économique aux logiques d'accumulation et de marchandisation. GJ

DOSSIER : CROISSANCE ET PARTAGE DES RICHESSES

La bourse contre la croissance

Contrairement aux idées reçues, la bourse ne sert que très marginalement à financer l'économie. En revanche, elle contribue à accentuer les inégalités.

S'il y a un secteur économique qui a crû fortement durant les années 1990, c'est bien la bourse. Entre 1990 et 2000, la valeur globale des actions cotées en Suisse est passée de 204 milliards de francs à 1'257 milliards, soit une progression de près de 500% en dix ans! Elle est retombée à un peu plus de 700 milliards à fin 2003. Cette évolution contraste avec la faiblesse de la croissance économique.

BOURSE ET CROISSANCE: QUELLE RELATION?

Une des fonctions premières de la bourse devrait consister à drainer l'épargne vers l'investissement des entreprises afin d'en assurer le financement. Qu'en est-il vraiment?

Un moyen relativement simple de mesurer l'impact de la bourse sur le financement des entreprises, et donc indirectement sur la croissance économique, est d'analyser les apports de capitaux

pour les entreprises lors de l'introduction en bourse ou lors de l'augmentation du capital-actions. D'un autre côté, l'introduction en bourse exige de rémunérer les actionnaires à travers le versement de dividendes ou la progression du cours de l'action. De plus, les entreprises peuvent racheter leurs propres actions afin de soutenir le cours de celle-ci. Le graphique ci-dessous fournit les données sur le total des émissions d'actions, des versements de dividendes et des rachats d'actions.

Sur la période 1982 à 2002, on peut voir un profond changement des pratiques des entreprises et du rôle de la bourse en Suisse. Alors que le solde entre la récolte de capitaux et la rémunération des actionnaires est positif jusqu'au début des années 1990, il devient constamment négatif à partir de 1995 (à l'exception de 1998 avec l'introduction en bourse de Swisscom), et cela dans des proportions considérables. La

contribution nette de la bourse au financement des entreprises devient clairement négative à partir de 1995. Comment interpréter ces chiffres?

LA BOURSE NE SERT PAS À FINANCER L'ÉCONOMIE...

Contrairement à une idée reçue bien établie, la bourse, loin de favoriser les investissements, a contribué au contraire à affaiblir la croissance économique au cours des dix dernières années. Entre 1995 et 2002, l'impact de la bourse suisse a été de retirer du capital du circuit productif pour un montant astronomique de plus de 73 milliards de francs (dividendes + rachats d'actions - émissions d'actions sur la période 1995-2002). Les bénéfices des entreprises servent ainsi prioritairement à rémunérer les actionnaires plutôt qu'à financer le développement des entreprises, ce qui explique en partie la faiblesse de l'investissement en

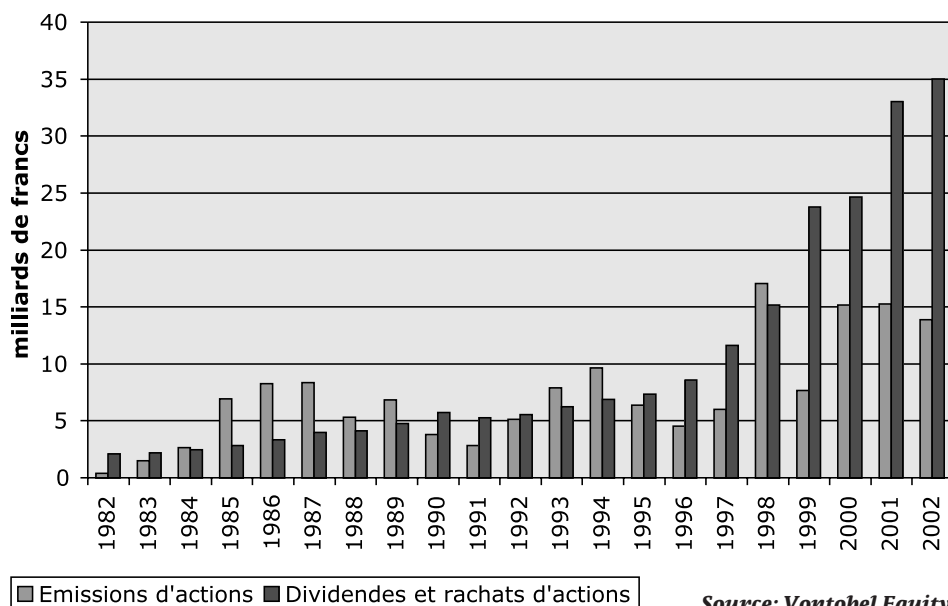
Suisse (voir l'article p.11). Une telle évolution favorise ainsi les détenteurs de capitaux et la rentabilisation des placements financiers plutôt que le dynamisme et l'innovation des entrepreneurs. Alors que Blocher accède au Conseil fédéral, ces chiffres illustrent le triomphe de la maximisation de la valeur actionnariale, préconisée par son compère Martin Ebner, qui lui a connu un peu moins de succès ces dernières années...

... MAIS CONTRIBUE À ACCROÎTRE LES INÉGALITÉS DE REVENUS

Deuxième conséquence de l'importance croissante de la bourse dans le fonctionnement de l'économie: l'accentuation des inégalités de revenus. En effet, les milieux aisés qui disposent d'une épargne importante sont les premiers à bénéficier des possibilités de rentabiliser leurs placements boursiers. Lors de baisses boursières, ce sont également ces mêmes milieux qui s'en sortent le mieux car ce sont eux qui disposent des meilleurs conseillers en placements.

On raconte souvent que la bourse bénéficie à l'ensemble de la population, puisque tout le monde serait devenu directement ou indirectement actionnaire, à travers notamment les caisses de pension du deuxième pilier. Cet argument ne tient pas la route et évacue le fait que la détention d'actions reste fortement concentrée. Aux Etats-Unis, pays où la détention d'actions est pourtant la plus répandue parmi la population, les 10% les plus riches détiennent directement ou indirectement plus de 75% des actions américaines en 1998 (les 1% les plus riches, 42%). Même si l'on ne dispose pas de statistiques sur ce sujet en Suisse, ces effets ont joué à plein au cours de la dernière décennie; et cela sans parler des revenus des dirigeants d'entreprises, qui ont pris l'ascenseur dans les années 1990.

ÉMISSIONS D' ACTIONS ET DIVIDENDES EN SUISSE DE 1982 À 2002



Source: Vontobel Equity.

André Mach

DOSSIER : CROISSANCE ET PARTAGE DES RICHESSES

La chute du pouvoir d'achat freine la croissance

L'accroissement des inégalités salariales et un important recul du revenu disponible de la majorité des ménages helvétiques caractérisent ces dernières années. Résultat: stagnation économique et augmentation du nombre de working poor.

Il fut un temps où l'augmentation du niveau des salaires était considérée comme un signe de prospérité et la condition d'une croissance économique stable. Remis en cause depuis les années 1970 et définitivement jeté aux orties par les tenants de la pensée unique néo-conservatrice pendant la décennie passée, ce principe garde pourtant toute sa validité. L'évolution économique que la Suisse a connue ces dernières années est là pour en témoigner.

CROISSANCE DES INÉGALITÉS

En effet, les chiffres disponibles qui retracent l'évolution des salaires depuis 1990 sont clairs. Alors que le produit intérieur brut réel de la Suisse a augmenté de 11,4% entre 1990 et 2002, les salaires réels ont progressé d'à peine 3,5% (0,3% par an). L'augmentation des richesses produites a donc avant tout bénéficié aux détenteurs de capitaux.

Or, un écart en cache un autre. Ainsi, les inégalités au sein du salariat suisse se sont davantage creusées ces dernières années. D'après les auteurs d'une étude parue en 2002, André Müller et Michael Marti, dont des extraits ont été publiés dans la revue *La Vie économique* (édition de septembre 2002), la main-d'œuvre hautement qualifiée a vu son salaire augmenter de manière plus importante que les travailleurs avec peu de formation. Si l'on prend en compte ce que les économistes appellent le revenu disponible (c'est-à-dire la part du salaire dont les ménages privés peuvent librement disposer après déduction des dépenses d'assurances sociales, le loyer ainsi que les impôts), l'image

devient encore plus nette. En effet, entre 1990 et 1998, le 10% des ménages les plus fortunés ont bénéficié d'une hausse de l'ordre de 12% de leur revenu disponible alors que le 50% des ménages des classes moyennes ont subi une régression de 1 à 3%. Au bas de l'échelle, le 25% des ménages considérés comme pauvres ont vu leur revenu disponible reculer de 10 à 15%.

C'est parmi eux que l'on retrouve les *working poor*, les personnes ou familles qui n'arrivent pas à joindre les deux bouts malgré une ou plusieurs activités salariées. En 2002, 6,5% de la population active (220'000 personnes) contre 5% en 1995 est touchée par cette situation dégradante: cela concerne en tout et pour tout 149'000 ménages (503'000 personnes dont 219'000 enfants). Rappelons

également que selon l'Almanach social 2004 publié par Caritas, l'ensemble de personnes frappées par la pauvreté en Suisse atteint aujourd'hui 850'000. Un chiffre qui parle pour lui-même.

RELANCER LA CROISSANCE

Cette régression du pouvoir d'achat d'une large majorité des salariés explique pour une bonne part la faiblesse de la demande en Suisse et par là même, la faiblesse de la croissance (voir article page 11).

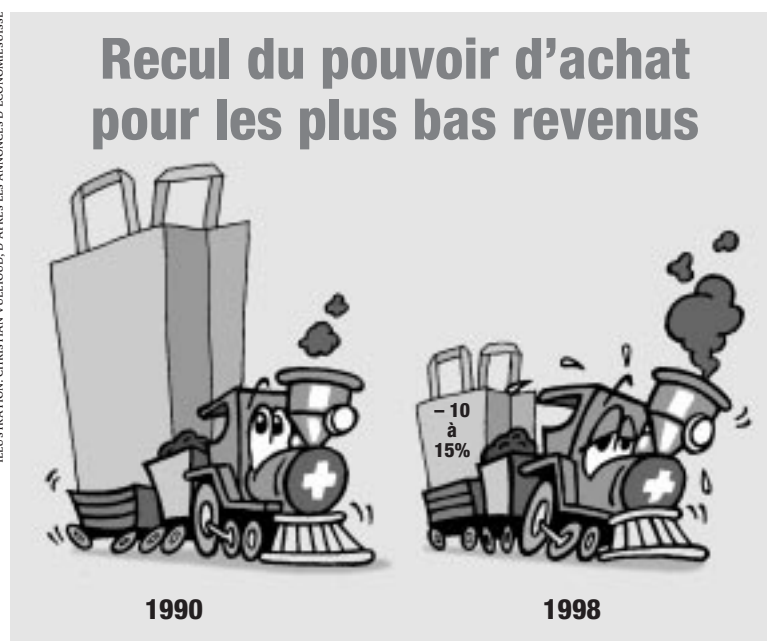
Seule une véritable politique de relance – notamment en augmentant les dépenses et investissements publics – accompagnée d'une politique des revenus peut permettre de sortir de cette impasse. En outre, trois mesures touchant directement les salariés s'imposent. D'abord, l'introduction d'un salaire mini-

mal brut à 3500 francs. En effet, encore aujourd'hui, presque 9% des personnes actives reçoivent un salaire inférieur à ce montant. Ensuite, la mise en place de primes d'assurance maladie calculées en fonction du revenu afin d'augmenter le revenu disponible des ménages. Enfin, l'introduction d'une politique visant à modérer les loyers. Ces derniers ont en effet considérablement augmenté durant les années 1990. La pénurie d'appartements à loyer modéré qui sévit actuellement sur le marché immobilier hypothèque en effet considérablement la reprise de la consommation des ménages privés.

PhMü

Source: Office fédéral de la statistique, Les working poor en Suisse, Neuchâtel, 2003.

ILLUSTRATION: CHRISTIAN VULLIQUOD, D'APRÈS LES ANNONCES D'ÉCONOMIE SUISSE



Les illustrations de ce dossier ont été inspirées par la propagande d'économie suisse, qui plaide pour une réduction drastique des dépenses publiques en avançant des chiffres trompeurs, sortis de leur contexte.

DOSSIER : CROISSANCE ET PARTAGE DES RICHESSES

De quelques bétonneurs en idéologie néo-libérale

Dans le jeu de Go, c'est par encerclement que l'on soumet l'adversaire. Démonstration avec les adeptes de la pensée néo-libérale.

L'emprise de l'idéologie néo-libérale au sein des élites politiques, administratives, médiatiques et académiques suisses est en passe d'atteindre son apogée. Que ce soit sur la supposée perte de compétitivité ou sur les causes d'une croissance lente de l'économie suisse, Pavlov fait des émules et le remède reste le même: une bonne saignée de contre-réformes, histoire de réduire la «*mainmise de l'Etat sur l'économie*». Cette uniformisation des esprits pourtant cache bien mal une offensive menée par certains économistes depuis bientôt vingt ans.

PENSÉE NÉO-LIBÉRALE™

C'est au milieu des années quatre-vingt que débute cette lente conquête des esprits, certains économistes désirant alors exporter les acquis de leur science vers la sphère publique. Parfois à la recherche d'une reconnaissance hors du champ académique, ces mêmes économistes d'obédience néo-libérale déclarée s'immiscent donc peu à peu dans le débat public tout en conservant – voire en

revendiquant – de solides accointances avec la haute bourgeoisie suisse.

Les économistes S. Borner et H. Hauser – depuis leur base institutionnelle respective, la *Wirtschaftswissenschaftliches Zentrum* (WWZ) de l'Université de Bâle et le *Schweizerisches Institut für Aussenwirtschaft und Angewandte Wirtschaftsforschung* (SIAW) de l'Université de Saint-Gall – sont les très dignes représentants de cette nouvelle vague qui contribuera à vulgariser la pensée néo-libérale en Suisse dès le début des années quatre-vingt-dix.

Une vulgarisation qui passera certes par les médias – la *Neue Zürcher Zeitung* à l'époque, à laquelle s'est aujourd'hui ralliée la *Weltwoche* –, mais plus encore au travers des *Livres Blancs* de 1991 et 1995, ces précis du néo-libéralisme suisse, cosignés par H. Hauser et certains des plus puissants barons de l'industrie et de la finance dont F. Leutwiler (Nestlé, ABB), S. Schmidheiny (ABB, UBS), A. Krauer (SBS), H. Maucher (Nestlé, ABB, Crédit Suisse) et, bien

entendu, D. de Pury (ABB, Nestlé, Zürich Assurance). Ce même D. de Pury qui remettra en 1992 au chef du Département fédéral d'économie publique, P. Delamuraz, un rapport informel pour un programme de réformes néo-libérales en Suisse, rapport co-signé par S. Borner et H. Hauser...

ENTRISME CONFÉDÉRAL

Reste que le coup de force le plus sulfureux de cette avant-garde réside moins dans les effets de manche médiatiques type *Livres Blancs* que dans l'institutionnalisation d'une expertise économique *politiquement* orientée au sein de l'administration fédérale. Quitte à réformer l'Etat, autant s'y prendre de l'intérieur.

C'est avec la réorganisation du Département fédéral de l'économie en 1998 que cette institutionnalisation sera entreprise. A la manoeuvre: B. Rigassi, économiste de l'Université de Saint-Gall, ancienne assistante du patron de la SBS, M. Ospel, et précédemment conseillère économique de J.-P. Delamuraz. Membre du Parti radical, celle-ci présidera à la naissance du Secrétariat d'Etat à l'économie et de son unité «Analyse et politique économiques».

Première du genre dans une bureaucratie traditionnellement sous dotée en matière d'expertise économique, cette unité sera dotée d'un institut de recherche de près de 40 postes. Pour la diriger, le fraîchement élu P. Couchepin fera appel à un ancien assistant du professeur Borner, A. Brunetti, tandis qu'au même moment, un ancien collaborateur de la rédaction économique de la NZZ et ex-doctorant du professeur Borner toujours, E. Scheidegger, deviendra son conseiller économique...

AVENIR SUISSE: LA BOUCLE EST BOUCLÉE

Le tableau ne serait toutefois pas complet sans un mot sur *Avenir Suisse*, un *think tank* créé en 2000, dont le travail est de produire des idées «originales» sur le système de retraites, la fiscalité, ou encore le marché de l'électricité en Suisse. Avec comme bailleurs de fonds, ABB, Crédit Suisse, Nestlé ou UBS, les chantres du néo-libéralisme ont ainsi monté un nouvel organe de promotion idéologique tout en ayant pris soin de lui offrir une vague consistance scientifique avec l'aide d'universitaires, tel les professeurs saint-gallois F. Jaeger et H. Hauser.

Reste qu'ici l'originalité des idées a un prix, si l'on en juge les 4 à 5 millions l'an investis par l'industrie et la haute finance suisses pour alimenter directement *Avenir Suisse*, mais aussi et surtout les réseaux de consultants idéologique – et matériellement – intéressés au devenir néo-libéral suisse, à commencer par S. Borner.

ENCERCLEMENT IDÉOLOGIQUE

Dès lors, faut-il s'étonner que lorsque le journal *Le Temps* consacre deux pages à l'atonie de la croissance suisse, l'article s'achève sur le remède: «(...) *une politique incitative d'allègements fiscaux*» (*Le Temps*, 03.09.2003)? Certes non. Difficile d'ailleurs de parvenir à une autre conclusion, les économistes consultés étant alors: A. Brunetti, S. Borner – qui venait justement de rendre une étude sur la question sur mandat d'*Avenir Suisse* – et J.-C. Lambelet, professeur à l'Université de Lausanne et président du conseil consultatif d'*Avenir Suisse*. Comme dans le jeu de GO, c'est par encerclement que l'on soumet son adversaire.

Yves Steiner

BUSH: DÉPENSER POUR RÉGNER

Aux Etats-Unis, le gouvernement de Bush II distribue les deniers publics à la pelle. Depuis son élection, l'héritier pétrolier du Texas aura fait grimper les dépenses fédérales de 20,8% - sans compter les dépenses de guerre. Exemples: augmentation des fonds attribués aux écoles ou prise en charge des médicaments des personnes âgées. Une politique budgétaire qui contribue, selon la presse américaine, pour une part non négligeable au maintien de la croissance.

L'accroissement des dépenses est financé à travers l'endettement. Bush résout ainsi la quadrature du cercle: en satisfaisant sa clientèle populaire et en ménageant les couches aisées par des baisses d'impôts. Une aubaine également pour des marchés financiers mis à mal qui trouvent ainsi des investissements sûrs. Bush fils dépense donc pour régner. Quant à la multiplication de la dette publique, c'est «après moi, le déluge...».

PhMü

Source: *Courrier international* no. 684, décembre 2003.

DOSSIER : CROISSANCE ET PARTAGE DES RICHESSES

Une décennie pour les rentiers

En dix ans, les investissements et la consommations des ménages ont progressé deux à trois fois plus lentement que dans l'Union européenne !

LA FAIBLESSE DE LA DEMANDE À L'ORIGINE DE LA STAGNATION

Depuis dix ans, les partis bourgeois ont porté une attention toute particulière à soigner leur clientèle. Plutôt que de favoriser la consommation des ménages et l'investissement privé, ils ont pris soin de sauvegarder les intérêts des rentiers. Non pas les retraités, mais bien ceux qui vivent du rendement de leurs capitaux. L'introduction de la TVA est à ce titre révélatrice: elle a pesé sur la consommation tout en allégeant les charges de l'industrie d'exportation. En parallèle, on a pris soin de ne pas alourdir la fiscalité de l'épargne. Bref, on a préféré soutenir l'accumulation du capital plutôt que la consommation des ménages ou l'investissement. Résultat: les revenus financiers explosent ... alors que dans le même temps le chômage augmente, les salaires stagnent et l'investissement diminue.

DES CHIFFRES RÉVÉLATEURS...

C'est précisément ce qui s'est passé en Suisse au cours de la dernière décennie. La faiblesse des investissements est exemplaire (voir graphique): l'investissement reste à la traîne durant toute cette période. Au point d'ailleurs qu'en 2002, son niveau en termes réels est à peu près identique à ce qu'il était en 1990. En dix ans, les investissements ont crû trois fois moins vite qu'au sein de l'Union européenne, pesant lourdement sur la demande intérieure.

Quant à la consommation des ménages – l'autre composante de la demande intérieure –, elle a stagné jusqu'en 1994 avant de progresser dans une proportion à peu près équivalente au produit intérieur brut. Cette légère progression a sans doute permis d'éviter une récession encore plus profonde, mais elle est restée très insuffisante pour

revenir à la croissance. En Europe, la consommation des ménages en termes réels progressait deux fois plus vite qu'en Suisse.

Finalement, seules les exportations ont connu une progression importante durant cette dernière décennie, s'appréciant de plus de 50% en dix ans. La preuve s'il en fallait une que la Suisse est restée très compétitive au niveau international, malgré la force du franc suisse!

La crise tire donc ses origines dans une politique de l'épargne qui aura eu des effets dévastateurs: stagnation des salaires, chômage élevé, inégalités sociales, etc. En renonçant à soutenir les principaux facteurs de relance (investissements et la consommation des ménages), la droite a plongé la Suisse dans une crise durable. Le scénario pourrait d'ailleurs bien se répéter aujourd'hui. Les programmes d'économies et le paquet fiscal découlent de la même logique: protéger les revenus de l'épargne. Et tant pis pour le chômage et l'insécurité sociale.

Grégoire Junod et André Mach

LES PROPOSITIONS NE MANQUENT PAS POUR RELANCER L'INVESTISSEMENT

Depuis longtemps, le parti socialiste et l'Union syndicale suisse en appellent à une politique de relance économique par l'investissement. En 2002, le groupe socialiste aux Chambres fédérales est notamment intervenu dans trois domaines importants... jusqu'à ce jour sans succès:

TOUT D'ABORD LE LOGEMENT:

Face à la pénurie actuelle, en particulier pour l'habitat à loyer modéré, le Parti socialiste (PS) propose que la Confédération lance, en concertation avec les représentants des villes, un programme d'investissement dans la construction de logements.

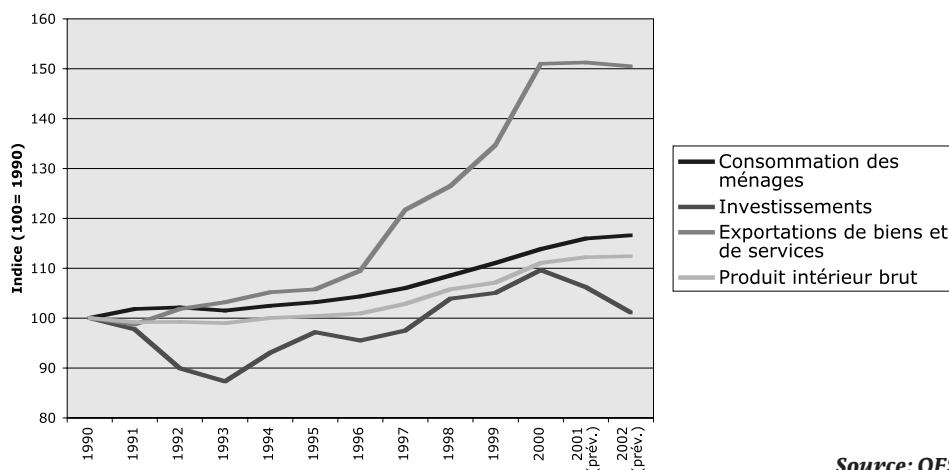
ENSUITE L'ÉCOLOGIE:

Dans le même esprit, les socialistes demandent que la Confédération engage 300 millions dans l'assainissement de bâtiments existants (deux tiers en mains du secteur public et un tiers dans le secteur privé) et dans la promotion des énergies renouvelables.

ENFIN, LES TRANSPORTS PUBLICS:

En alternative au contre-projet sur l'initiative Avanti, sur laquelle le peuple votera en février prochain, le PS exige que la Confédération s'engage à répondre de manière ciblée aux problèmes d'engorgement de trafic dans les agglomérations. Ainsi, plutôt que d'engloutir 30 milliards dans les autoroutes, le groupe socialiste a proposé que la Confédération cofinance à hauteur de 500 millions par année des infrastructures de transports publics dans les agglomérations.

ÉVOLUTION EN TERMES RÉELS DE LA CONSOMMATION DES MÉNAGES, DE L'INVESTISSEMENT, DES EXPORTATIONS ET DU PIB



Source: OFS

DOSSIER : CROISSANCE ET PARTAGE DES RICHESSES

Démocratiser richesses et économie pour combattre la droite (et relancer la croissance)

Selon les stratégies du «bloc bourgeois» et les ténors du capitalisme helvétique, le démantèlement de l'Etat est une nécessité. A cette perspective de classe, il convient d'opposer le projet alternatif d'une gauche combative, propositionnelle et anti-capitaliste.

On l'aura compris: la «bande des quatre» – le quatuor de choc (ou plutôt le trio car le vaillant Samuel Schmid semble bien résolu de jouer les seconds rôles) de la droite néo-conservatrice au Conseil fédéral – n'utilisera pas de gants de velours pour imposer sa politique.

Que faire donc ? La première réponse a été donnée par les femmes de gauche et elle fut claire: se mobiliser, s'opposer, en découdre. *Pages de gauche* partage bien évidemment cette option. Et estime que le combat pour un meilleur partage des richesses et pour la démocratisation de l'économie doit constituer la toile de fond des confrontations à venir avec le «bloc bourgeois».

POUR UNE POLITIQUE DES CAISSES PLEINES

Premier combat: revenir à une politique budgétaire et fiscale progressiste. Dans ces colonnes, nous nous sommes à maintes reprises érigés en pourfendeurs du saccage organisé des deniers publics par une minorité agissante – droite bourgeoise,

milieux économiques, place financière et autres opportunistes de l'«égoïsme portefeuille». Or vilipender est une chose, proposer une autre. A ce titre, deux principes doivent se situer au centre de notre politique:

1. Sans dépenses publiques, pas de lutte contre les inégalités et pas de croissance. La Suisse souffre d'un sous-développement en matière de dépenses sociales et d'investissements publics. Ce qu'il nous faut aujourd'hui est une politique budgétaire basée sur la redistribution des richesses par une augmentation des rentes AVS et des minima sociaux, la suppression des primes d'assurance-maladie pour enfants ainsi qu'un programme national de construction de logements publics à loyer accessible, de réseaux de transports publics d'agglomération et de crèches. Une telle politique de relance combat les inégalités et stimule la croissance moyennant le renforcement du pouvoir d'achat de la majorité de la population.

2. Sans hausse de la fiscalité, pas de caisses pleines. Ces dernières années, nous avons assisté à une attaque frontale contre la fiscalité progressive en Suisse. Pour la contrer, il nous faut une politique des caisses pleines. Cela nécessite concrètement: la hausse de la fiscalité sur les hauts revenus et fortunes, sur les entreprises et sur les transactions financières, une harmonisation fiscale nationale, l'introduction d'un impôt fédéral sur les successions tout comme le renforcement de la lutte contre l'importante fraude et l'évasion fiscales en multipliant le nombre d'inspecteurs fiscaux et en supprimant la pratique du secret bancaire pour des enquêtes liées à la fiscalité suisse et étrangère.

INDISPENSABLES RÉFORMES STRUCTURELLES

Deuxième combat: mettre en place des réformes structurelles. Dans le domaine social d'abord. En vue de l'indispensable démocratisation sociale, le renforcement de l'AVS est une urgence. D'une part, en introduisant le

principe des 40 années de cotisation donnant droit à l'AVS couplé à une retraite anticipée pour les femmes et hommes soumis à des travaux pénibles. D'autre part, en envisageant l'intégration à terme du deuxième pilier au premier pour aller dans le sens de véritables retraites populaires. Parallèlement, la création d'une caisse d'assurance-maladie unique et centrale est incontournable pour en finir avec l'insupportable situation actuelle où l'arbitraire et l'opacité font loi.

Dans le domaine du service public ensuite. A la libéralisation et la privatisation de pans entiers du secteur public voulues par la droite, il faut opposer une politique visant à faire reculer le capitalisme dans un nombre croissant de domaines. Ainsi, au-delà des secteurs habituellement cités, il convient d'envisager aujourd'hui l'intégration dans le secteur public des assurances privées dont la gestion scandaleuse a amplement démontré les limites.

Dans le domaine salarial enfin. La législation du travail suisse se distingue par une souplesse particulière. Pour améliorer la protection des salarié-e-s, il convient de prévoir l'interdiction de licencier dans les entreprises affichant des bénéfices, le renforcement des dispositions légales relatives aux activités syndicales, un droit à s'opposer contre le licenciement abusif et la réalisation du principe «à travail égal, salaire égal» pour combattre l'inégalité salariale persistante entre femmes et hommes en Suisse.

LA NÉCESSITÉ D'UNE CROISSANCE QUALITATIVE

Baser le développement économique uniquement sur la croissance, à savoir l'augmentation régulière de la production de richesses, ne peut que déboucher sur une impasse à long terme. Dans un monde caractérisé par une quantité finie de ressources naturelles non-renouvelables et face aux problèmes accrus de pollution, de l'effet de serre et du changement climatique, il est impératif d'intégrer une dimension qualitative dans la croissance économique.

Même si la croissance contribue à améliorer le niveau de vie de la population et à assurer l'emploi, les préoccupations écologiques doivent également trouver leur place dans les politiques de l'Etat et dans les comportements des consommateurs afin de promouvoir les énergies renouvelables, le recyclage des biens de consommation ainsi qu'une utilisation plus rationnelle des ressources naturelles.

Philipp Müller

En Uruguay, la gauche gagne contre la privatisation du secteur pétrolier

En refusant la privatisation du secteur pétrolier, le peuple uruguayen envoie un message au Frente Amplio: tenir sa gauche.

Le 7 décembre dernier, le peuple uruguayen refusait, à plus de 62% des voix, la privatisation de la *Administracion Nacional de Combustibles Alcohol y Portland* (ANCAP), l'entreprise nationale du secteur des hydrocarbures. Quelles sont les implications de ce refus pour le continent et en Uruguay même, surtout au sein de la gauche?

Avec la récente nationalisation de deux firmes du secteur électrique en République Dominicaine et les velléités de l'Etat bolivien de reprendre la maîtrise de son secteur pétrolier, le coup d'arrêt à la privatisation de l'ANCAP témoigne d'un premier, quoique léger, recul des politiques néo-libérales dans le continent. Ce recul risque néanmoins d'être momentané, les accords du

Mercosur – le marché commun sud-américain – s'appliquant dès 2006 et avec eux, la libéralisation de secteurs économiques dont celui des hydrocarbures.

Camouflet à la politique néo-libérale du président Jorge Batlle, ce résultat est un succès pour la coalition des gauches, le *Frente Amplio*, initiatrice du référendum contre la privatisation de l'ANCAP. A juste titre, la victoire de la gauche soulève bien des espoirs. Ainsi, dans un référendum à l'allure de test préélectoral avant la présidentielle de 2004, la victoire du *Frente Amplio* conforte le pronostic de beaucoup, patronat compris: l'arrivée de la gauche au pouvoir en octobre prochain. Une première du genre pour ce pays, si celle-ci devait avoir lieu.

LOUVOIEMENTS INTERDITS?

Au sein de la gauche uruguayenne, le scrutin du 7 décembre était aussi un enjeu interne: éviter, tant que faire se peut, un recentrage du *Frente Amplio* sur le modèle du Parti des travailleurs brésilien dans sa course à la magistrature suprême et dont la politique actuelle du président Luiz Inácio «Lula» da Silva n'est que le triste reflet (*Pages de gauche*, juillet 2003).

En effet, bien des déclarations laissaient craindre un recentrage du *Frente Amplio*. Sénateur de la *Vertiente Artiguista* – une des composantes du *Frente*, l'économiste Alberto Courriel avait ainsi déclaré combien son pays était un «*bon payeur*», un arrêt du remboursement des

dettes comme l'Argentine en décembre 2001 étant exclu (*The Economist*, 27.02.2003). Toujours sur la dette, et tout comme Lula, le candidat Tabaré Vázquez avait pris le soin de se rendre à Washington courant février pour donner des gages de respectabilité au Fonds monétaire international tout en se déclarant favorable en octobre dernier à la négociation de la dette telle que pratiquée par le président argentin Nestor Kirchner (*Pages de gauche*, novembre 2003).

La nécessaire clarification de la position du *Frente Amplio*, entre autres, sur le remboursement de la dette extérieure – plus de 120% du PIB – se fait encore attendre. Les 62% de votants qui se sont prononcés contre l'ouverture du marché pétrolier aux investisseurs étrangers devrait l'y aider.

Yves Steiner

Naissance d'un «front des gauches» chilien

L'événement est de taille. Alors que la coalition gouvernementale qui regroupe avant tout démocrate-chrétiens et socialistes approfondit le modèle néolibéral au Chili et se retrouve engouffrée dans des scandales de corruption, la gauche extra-parlementaire vient d'accomplir un pas important vers une plus grande unité d'action.

Fondé le 13 décembre 2003, ce mouvement unitaire en germe regroupe des formations telles que les Partis communiste et humaniste ou le Mouvement de la gauche révolutionnaire, des associations de défense des habitant-e-s des quartiers pauvres ou encore un collectif d'enseignant-e-s de gauche.

L'appel signé par ces différentes organisations stipule entre autres une action politique visant la mise en place d'un sys-

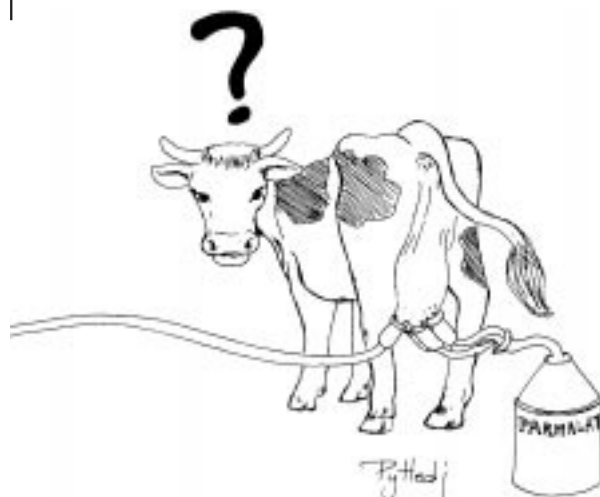
tème économique anti-capitaliste basé sur la démocratie économique; la lutte pour la vérité et la justice concernant les crimes d'Etat effectués pendant la dictature (1973-1990) et le combat pour les droits et libertés politiques, sociales, culturelles et économiques des minorités et de l'individu.

Comme le souligne Alcides Castro, figure emblématique de la formation populaire dans les quartiers démunis, il s'agit notamment de renforcer la prise de conscience des secteurs pauvres dans les villes et à la campagne: «Il est fondamental que les pauvres apprennent non seulement à accéder au pouvoir que d'autres leur donnent, mais également de créer leur propre pouvoir».

PhMü

Source: *El Siglo* (www.elsiglo.cl).

SCANDALE PARMALAT: DES CENTAINES DE MILLIONS DÉTOURNÉS!



Le retour du délit d'opinion

Décidément, le G8 à Genève a laissé des traces. Plus particulièrement dans les esprits de la grande droite bourgeoise qui a découvert un dimanche matin 100'000 manifestant-e-s dénonçant la politique néolibérale qu'ils s'efforcent de pratiquer au niveau local.

Est-ce que ces notables ont senti passer le vent du boulet ou tentent tant bien que mal de dissimuler l'incompétence de la magistrature libérale en charge du département de justice, police et sécurité? Peu importe: le bloc bour-

geois, mené par l'arrogance des Libéraux – qui n'en finissent plus de déborder l'UDC sur leur droite pour éviter qu'elle ne les anéantisse – ont élaboré un projet de loi sur les manifestations, afin d'asseoir légalement la politique de répression instaurée pendant le G8.

Au-delà de l'aveu de l'illégalité de plusieurs mesures adoptées cet été dans ce projet, les Libéraux genevois tentent un tour de passe-passe: réaffirmer le droit de manifester en l'accompagnant de conditions impossibles à réali-

ser pour les mouvements altermondialistes. Petits aperçus: les autorités pourraient exiger des organisateurs la conclusion d'une assurance RC pour couvrir les éventuels dégâts, photographier et publier les images des participant-e-s, faire répondre les organisateurs des dommages causés, etc.

Dans ce projet, où, fait révélateur, la protection de la propriété est érigée en bien juridique supérieur qui justifie la mise en place d'un régime spécial, l'hypocrisie et la démagogie dominent:

les mesures proposées relèvent soit de la jurisprudence actuelle du Tribunal fédéral, soit tentent, par une bureaucratie excessive, d'interdire les manifestations qui contestent l'ordre établi.

Tout ce programme est emballé dans une argutie juridique qui tente de dissimuler le vrai but de ce projet: un retour au XIX^{ème} siècle où la classe dominante instrumentalise la loi, la justice et l'Etat afin d'asseoir sa domination.

Carole-Anne Kast

Droit de vote des étrangers

Le 1^{er} Janvier 2004 entrera en vigueur l'article 142 prévu par la nouvelle Constitution Vaudoise qui offrira le droit de vote et d'éligibilité au niveau communal à certains étrangers. Il s'agira surtout d'un nouveau mode de participation politique pour les personnes établies en Suisse depuis dix ans et trois ans au moins dans le Canton de Vaud.

Après des années de lutte de certains milieux associatifs immigrés ainsi que de certains partis et syndicats suisses (PSV, USS), une nouvelle conception de la citoyenneté va voir le jour. Souvenons-nous en effet des mobilisations lancées par les Colonies Libres Italiennes (CLI) ou l'Association des travailleurs émigrés espagnols en Suisse (ATEES) à la fin des années 70 ainsi que des ini-

tatives «Toutes citoyennes, tous citoyens!» lancée en 1990 ou celle du Parti Socialiste Vaudois lancée en 1991 pour l'octroi des droits de vote et d'éligibilité en matière communale aux immigrés.

Ainsi, la citoyenneté ne sera plus fondée sur la nationalité mais pourra être envisagée comme l'exercice d'un droit démocratique dans la région (pour l'instant) où l'on exerce l'essentiel de ses droits et où l'on est soumis aux obligations de la majorité. De plus, ces nouveaux électeurs représenteront pour le Canton en termes de voix des chiffres non-négligeables: plus de 70'000 nouvelles voix en tout pour le canton et 17'300 voix supplémentaires pour la commune de Lausanne, ce qui constituera 22 % de l'électorat lausannois.

Le Canton de Vaud rejoint

donc le canton de Neuchâtel qui permet à ses ressortissants étrangers de voter au plan communal depuis 1850, et le canton du Jura qui va plus loin dans l'offre de droits politiques: les étrangers y votent aux niveaux communal et cantonal depuis 1977. Aussi, ces deux exemples du «vote étranger» sont là pour nous montrer que contrairement à une idée reçue, ces votes nouveaux ne se dirigent pas automatiquement dans les rangs de la gauche et qu'ils ne diffèrent pas sociologiquement du

vote suisse: les hommes votent plus que les femmes, les personnes d'âge mûr ou avancé plus massivement que les classes d'âge inférieur. De plus, le taux de participation des étrangers ayant le droit de vote est inférieur à celui des Suisses...

Il appartient désormais à la gauche d'aller à la rencontre des communautés étrangères et de conquérir les voix de ces «nouveaux» citoyens.

Rebecca Ruiz

EN BREF

Touche pas à mon lundi de Pentecôte

Officiellement, la Suisse compte (seulement) sept jours fériés par an, dont certains – tel le 2 janvier – rarement respectés par les employeurs. Hors liste des jours à chômer: le Lundi de Pentecôte. Aussi laxistes que la Confédération, les cantons laissent faire, mais pas certaines communes vaudoises. Suite à l'ouverture sauvage d'un 3M du côté de Crissier le lundi 9 juin 2003, Romanel sur Lausanne – et bientôt d'autres municipalités de l'Ouest lausannois – vient d'ajouter à son règlement de police un «jour de repos public», ledit Lundi de Pentecôte.

Source: 24 Heures, 13.12.2003.

JOSEPH DEISS, PRÉSIDENT DE LA CONFÉDÉRATION



Une de plus en moins ...

Le 31 décembre à minuit, je me suis dit, voici une année de plus en moins, un pas de plus en direction de la tombe. Ce constat vaut bien un bisou de ma femme et une «tuté» de trompette de mon fiston, sous les lampions et les cotillons. Le psychodrame du 10 décembre n'est même pas un épi-phénomène dans la marche du monde. On reprend les presque mêmes et on recommence, cinq pas à droite, deux à gauche, telle est la danse promise. Le pire est toujours à venir.

PDC ET SOCIALISTES LA NULLITÉ PUISSANCE DEUX

La stratégie des PDC et des socialistes pour faire barrage à Blocher n'a été qu'une effarante course poursuite après les événements, la tête dans le sac. Au final je pense que Cina s'en est mieux sorti que Christiane Girouette-Brunner, elle a décidé de démissionner domage, j'avais prévu de demander sa tête. Quant au retrait

des deux socialistes du Conseil fédéral n'y pensez plus ; soit Blocher est infréquentable et il fallait quitter le CF à la minute précise de son élection, soit il ne l'est pas. Dont acte.

LE CUCUL KLAN (RALLUMEZ LE FEU)

N'en déplaise aux autochtones, je ne comprends pas très bien l'utilité des manifestations post mortem. Les femmes devaient se faire entendre avant les élections pas après. Le sacrifice de Ruth Metzler ne fut quand même pas une grosse surprise. Vous qui pleurez tout le temps, rentrez vos mouchoirs, vous reniflerez plus tard, chantez Dylan. En français décodé, ça donne à peu près ceci: Les pétroleuses doivent reprendre du service, je suis prêt à allumer la mèche.

LE PARLEMENT À SION

Le Valais n'est plus le seul canton à avoir deux élus au Conseil fédéral. Quoique si Micheline

Calmy-Rey est 100 pour cent valaisanne, on hésite à refiler le label AOC à Couchepin. Il paraît qu'à l'intérieur le moteur est de fabrication zurichoise, son accent Martignerain à couper au couteau ne serait qu'un leurre.

LE TOUR DE MERZ EN 3 MINUTES ET 10 SECONDES (VU À LA TÉLÉ)

Merz aurait fait plutôt bonne impression, détendu et souriant pour sa première prestation télévisée. Je suis venu casser mon image d'homme austère, explique-t-il alors que les maquilleuses lustrent son front. Il explique les différences avec le Caudillo: «Dans les questions de sociétés je ne suis pas d'accord avec lui, interruption de grossesses, avortement.» Ah bon, pour le reste, il est d'accord, ça promet.

Le téléjournal donne ensuite la parole à trois journalistes qui jugent la prestation de Hans-Rudy: «ce qui frappe c'est l'insistance qu'il met à se distan-

cier des milieux économiques, comme s'il avait besoin de prendre de la distance avec les circonstances de son élection au Conseil fédéral où quand même il est apparu comme l'homme de la droite économique qui allait mettre de l'ordre.» Dit Nafnaf.

«Il a eu le courage de dire qu'il fallait réformer l'AVS dans le sens de Pascal Couchepin, la retraite à 67 ans, mais que cela ne suffisait pas. Et il a brossé l'idée d'un nouveau bâtiment à construire, une nouvelle AVS. Il a un projet et cela est rassurant...» dit Noufnouf.

«Ce qui me frappe c'est son charisme, c'est une personne qui a une grande unité et qui est à l'écoute...» dit Nif Nif.

Quant à l'intéressé il déclare: «On m'a donné la possibilité de m'introduire dans le public et ça me fait fier...» Moi ça me fait flipper, bonne année...

Gabriel Bender

Ils l'ont dit...

Christoph Blocher a tenu des propos étonnants, lors de l'ouverture de la nouvelle législature: «Regardez autour de vous: nous sommes isolés, coupés du monde extérieur. Comment dans ces conditions, voir le monde, la vie. (...) Ouvrons les portes, et sortons». Un europhile convaincu ne dirait pas autre chose.

Jean Fattebert, vice-président de l'UDC, dénonce le laxisme de notre politique de naturalisation: «On peut être naturalisé sans être intégré. Voyez le popiste Josef Zisyadis qui signe à 8 heures la liste de présence du Conseil national, puis file à Lausanne pour signer celle du Grand Conseil. C'est clair, il n'a pas assimilé les mœurs politiques suisses». On compte sur Blocher pour remédier à cette situation.

Hans-Rudolf Merz a entretenu une «relation ambivalente» avec le régime de l'apartheid. Il s'en explique: «Lors de mes voyages, je constatais la situation dramatique des Noirs et j'entendais mon chauffeur noir me dire qu'il était encore trop tôt pour leur confier le pouvoir économique». C'est probablement la seule fois où M. Merz a pris au sérieux les paroles d'un Noir!

Le vice-premier ministre israélien, Ehoud Olmert, est persuadé que la feuille de route «n'aboutira pas, parce que les Palestiniens sont trop désunis et parce que le terrorisme fait partie de leur mode de vie». Dans d'autres pays, de tels propos seraient sanctionnés pour violation de la législation sur le racisme.

Dans sa déclaration d'impôt 1995-1996, Charles Favre, alors chef des finances

vaudoises, n'a pas mentionné un compte de 185'000 francs qu'il détenait à la BCV. M. Favre s'est justifié en affirmant avoir signé une déclaration fiscale sans voir que celle-ci ne comportait pas

tous les éléments de sa situation financière. On comprend mieux pourquoi les finances vaudoises ont plongé dans le rouge...

Alexandre Mariéthoz

EN BREF

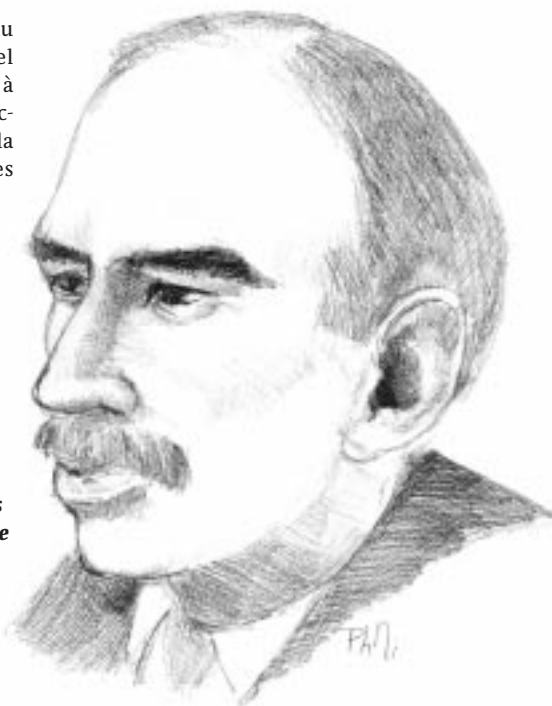
Privatisation déguisée, su-sucre compris

Début décembre, le pouvoir bourgeois a trouvé une astuce pour réduire sa participation dans Swisscom: un emprunt de 1,5 milliards de francs suisses convertible en actions de l'opérateur. Pour les heureux détenteurs de ces obligations – banques et assurances uniquement, leurs titres seront donc garantis par une part du capital d'une entreprise publique au sens de la loi. Mieux, une petite incitation d'ici deux ans à lâcher ces bons d'Etat pour récolter un joli profit. Comme le dit le quotidien de la finance, l'Agefi: «Les titres pourront être convertis en actions Swisscom à un prix d'échange de 500 francs par titre, soit une prime de conversion de 26,58%». Et dire que pendant ce temps, certains écrivent des discours...

Source: AGEFI, 9 décembre 2003.

John Maynard Keynes

«Les vices marquants du monde économique dans lequel nous vivons sont l'incapacité à assurer le plein emploi et le caractère arbitraire et inéquitable de la répartition de la fortune et des revenus.»



John Maynard Keynes (1883-1946), La théorie générale de l'emploi, de l'intérêt et de la monnaie, 1936.

AGENDA

7 - 24 janvier

«Ni hérisson, ni paillason» – Exposition créée par le Centre Martin Luther King (CMLK) pour soutenir la «Décennie pour une culture de la non-violence et de la paix au profit des enfants du monde».
Lundi de 14h00 à 18h00, mardi à vendredi de 10h00 à 18h00, samedi de 9h00 à 17h00, dimanche fermé,
Forum de l'Hôtel de Ville, Lausanne

15 janvier

Comité national «Pour une caisse-maladie unique et sociale».
10h30, locaux d'UNIA, Monbijoustrasse 61, Berne

16 - 21 janvier

Forum Social Mondial.
Mumbai, Inde

17 janvier

L'Autre Davos – La mondialisation de la violence - Impérialisme et expropriation globale.
10h00, Volkshaus, Stauffacherstrasse 60, Zürich

21 - 23 janvier

The Public Eye on Davos.
Cycle de conférences internationales.
Davos

5 février

Café politique – L'initiative «Avanti» et son contre-projet, avec Emmanuelle Robert (ATE) et Isabelle Chevalley (Parti libéral).
20h30, Brasserie Bavaria, Lausanne

7 février

L'autorité en question – Journée de rencontre de la Fédération romande des socialistes chrétiens.
10h00, Rive Gauche, quai de la Thièle 3, Yverdon-les-Bains

7 février

Congrès extraordinaire du Parti socialiste vaudois.

8 février

Votations fédérales.

JAB
1002 Lausanne

Pages de gauche
Mensuel d'opinions socialistes

Paroles sur les inégalités

«Je ne comprends pas pourquoi les pauvres sont pauvres. Ils pourraient tout aussi bien être riches si la partie riche du monde les aidait. Mais ils ne semblent pas s'y intéresser, ils ne pensent qu'à leur bureau et à leur argent. Et cela, ils veulent bien sûr le garder pour eux. Du point de vue de ses parents, un enfant riche doit toujours être content. S'il lui arrive d'être mécontent, il peut exprimer son souhait et ses parents lui disent immédiatement: «Tu recevras cela lors de nos prochains achats!» Les enfants riches ont sans doute le droit de décider eux-mêmes à quelle heure ils souhaitent se coucher. Ils peuvent de toute manière faire ce qui leur plaît.»

Laurin, 12 ans, cité dans le Journal de l'Association suisse pour la protection de l'enfant, septembre 2003.

«La pauvreté? Ne me demandez pas ce que c'est: vous l'avez rencontrée devant ma porte. Regardez la maison, comptez les trous. Regardez mes affaires et les vêtements que je porte. Regardez tout ce qu'il y a ici et écrivez ce que vous voyez. C'est ça la pauvreté.»

Un homme pauvre, Kenya, cité dans Narayan, Chambers, Shah et Petesch, La parole est aux pauvres, Banque mondiale, 2000.

«Le chef des magasins a donné le congé à une dizaine au minimum. Il y en a qui se font du souci pour le patron. Ils ne se rendent pas compte que le patron, lui, ne se fait jamais de souci pour les ouvriers.»

M. Carieri cité dans Marie-Jo Glardon et al., Les pauvres dans la ville, Editions d'En Bas, Lausanne, 1984.